Case

F

39

.328

no. 34

ARRESTS DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Dont le premier, casse un arrêt de la Cour des Aides de Rouen, du 7 août 1767; & déclare bonne & valable la saisie de quatre cents quatre-vingt-douze livres de faux tabac, trouvées dans le presbytère du sieur Sevestre, Curé de la paroisse de Saint-Vaast en Normandie; nonobstant les prétendues nullités arguées par ledit sieur Curé, contre le procès-verbal, & l'allégation faite de sa part, que les lieux murés dépendans de son presbytère, & dans lesquels le tabac a été trouvé, n'étoient pas suffisamment fermés: Condamne ledit sieur Sevestre en l'amende de mille livres, & aux dépens.

Le second contradictoire, déboute ledit sieur Sevestre de son opposition à celui du 14 juin 1768, & ordonne qu'il sera exécuté suivant sa forme & teneur.

Des 14 Juin 1768 & 7 Mars 1769.

Du 14 Juin 1768.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

VU par le Roi, en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 12 janvier 1768, sur la requête y insérée de Jean-Jacques Prevost, adjudicataire des Fermes générales unies,

tendante pour les causes & moyens y énoncés, à ce qu'il plût à Sa Majesté, sans s'arrêter à la sentence des Élus de Valognes du 14 octobre 1766, non plus qu'à l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 7 août 1767, qui l'a confirmée, lesquels seront cassés & annullés, prononcer la confiscation des quatre cents quatre-vingt-douze livres de tabac, tant en poudre qu'en carottes, saisies dans les cour, jardins & remises du sieur Sevestre, Curé de Saint-Vaast, & le condamner en l'amende de mille livres, & aux dépens des causes principale & d'appel, ainsi qu'au coût de l'arrêt qui interviendrait; par lequel arrêt dudit jour 12 janvier 1768, Sa Majesté auroit ordonné que la requête dudit Adjudicataire des fermes, seroit communiquée audit sieur Sevestre, pour y fournir de réponse dans les délais de l'ordonnance, & que son Procureur général en la Cour des Aides de Rouen, enverroit incessamment au sieur Contrôleur général des finances, les motifs de l'arrêt de ladite Cour du 7 août 1767, pour, le tout vu & rapporté à Sa Majesté, être par Elle statué ainsi qu'il appartiendrait: Signification dudit arrêt du Conseil, faite audit sieur Sevestre le 17 février 1768, avec sommation d'y satisfaire dans le délai prescrit par icelui. Procès-verbal des Employés des fermes, de la brigade de Saint-Vaast, des 30 septembre & 1.^{er} octobre 1766, contenant que sur le soupçon qu'ils avoient que le sieur Sevestre Curé de Saint-Vaast, vendoit & débitoit journellement du faux tabac, ils se seroient transportés en son presbytère, où ayant fait perquisition, en présence du Vicaire & des domestiques de ce Curé, qui étoit absent, ils auroient trouvé, tant dans une chambre fermant à clef, que dans la cour & les jardins, un baril, trois caisses & quatre sacs rempli de faux tabac en poudre, ainsi que cinq andouilles, deux carottes & un bout d'environ un quarteron

de tabac, sans plombs ni marques du Fermier; de tous lesquels tabacs partie étoit enfouie en terre, & partie cachée sous des choux & dans de la paille; que le sieur Sevestre étant survenu, lesdits Employés, après lui avoir fait le récit de ce qui s'étoit passé, l'auroient sommé d'apposer son cachet auprès du leur; sur lesdits tabacs, & de les accompagner au bureau de l'entrepôt à Valognes, pour être présent à la pesée & au dépôt qu'ils entendoient y faire de ces tabacs; ce qu'ayant refusé, ils lui en auroient déclaré la saisie, & donné assignation en l'élection de Valognes, pour en voir ordonner la confiscation, avec amende & dépens; ledit procès-verbal dûment affirmé, contenant en outre le dépôt & la pesée des tabacs saisis: Sentence contradictoire de l'Élection de Valognes du 14 octobre 1766, par laquelle, faisant droit sur les nullités proposées contre ledit procès-verbal, par la lecture duquel, porte cette sentence, il auroit été reconnu que les Employés n'avoient déclaré leur demeure, ni dans l'original d'icelui, ni dans la copie déposée au greffe, quoiqu'ils en eussent fait mention dans celle délivrée audit sieur Sevestre; comme aussi qu'ils avoient énoncé dans l'original & dans la copie déposée au greffe, qu'à l'arrivée de ce Curé, ils lui avoient fait récit de leurs opérations, au lieu qu'ils n'en avoient point fait mention dans la copie qu'ils lui avoient délivrée, ayant égard, est-il dit par cette sentence, à cette dernière nullité, & à la différence qui se trouve entre l'original & la copie déposée au greffe, & celle délivrée audit sieur Sevestre, ledit procès-verbal auroit été déclaré nul, avec dépens: Arrêt de la Cour des Comptes, Aides & Finances de Normandie, du 7 août 1767, qui en mettant au néant l'appel interjeté en icelle par ledit Jean-Jacques Prevost, de la sentence ci-dessus visée, auroit ordonné que ladite sentence sortiroit son plein & entier

effet , & condamné ledit Prevost en l'amende de douze livres , & aux dépens: Les motifs dudit arrêt, envoyés en vertu de celui du Conseil ci-devant visé. Mémoire des Fermiers généraux , cautions dudit Jean-Jacques Prevost, adjudicataire des fermes, du 3 juin 1768, tendant à ce que faute par ledit Sevestre, d'avoir satisfait audit arrêt du Conseil du 12 janvier 1768, il plût à Sa Majesté lui adjuger les conclusions par lui prises en sa requête insérée dans ledit arrêt. Vu aussi les autres pièces produites par ledit Adjudicataire des fermes : Oûi le rapport du sieur Del'Averdy, Conseiller ordinaire , & au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI EN SON CONSEIL, a cassé & annullé, tant ladite sentence de l'Élection de Valognes du 14 octobre 1766, que l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 7 août 1767; en conséquence, ordonne Sa Majesté que les tabacs saisis sur ledit sieur Sevestre, seront & demeureront acquis & confisqués au profit de l'Adjudicataire des fermes; & pour la contravention dudit sieur Sevestre, le condamne en l'amende de mille livres, aux dépens faits, tant en ladite Élection de Valognes, qu'en la Cour des Aides de Rouen, & au coût du présent arrêt, liquidé à soixante-quinze livres. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Versailles le quatorze juin mil sept cent soixante-huit. Collationné, *Signé* DEVOUGNY.

L OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, nous te mandons & commandons que l'arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, pour les causes y contenues, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore, & fais en outre

pour son entière exécution, à la requête de Jean-Jacques Prevost, Adjudicataire général de nos fermes-unies, tous commandemens, sommations, & autres actes & exploits nécessaires, sans autre permission, nonobstant clameur de haro, charte normande & autres lettres à ce contraires : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Versailles le quatorzième jour de juin, l'an de grâce mil sept cent soixante-huit, & de notre règne le cinquante-troisième. Par le Roi, en son Conseil. *Signé* DEVOUGNY. Et scellé.

Du 7 Mars 1769.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

VU par le Roi, en son Conseil, la requête présentée à Sa Majesté le 7 août 1768, par le sieur Sevestre, Curé de Saint-Vaast en Normandie, tendante pour les causes & moyens y énoncés, à ce qu'il plût à Sa Majesté le recevoir opposant à l'arrêt du Conseil rendu par défaut contre lui le 14 juin de la même année 1768, au profit de Jean-Jacques Prevost, lors Adjudicataire général des fermes-unies; faisant droit sur ladite opposition, sans avoir égard audit arrêt, qui seroit regardé comme non-venu, ordonner que celui de la Cour des Aides de Rouen du 7 août 1767, seroit exécuté selon sa forme & teneur; en conséquence, que les sommes par lui payées comme contraint, en exécution dudit arrêt du Conseil du 14 juin 1768, lui seroient restituées, à quoi faire ledit Jean-Jacques Prevost seroit contraint par toutes voies; condamner en outre ledit Prevost aux dépens & en tels dommages qu'il appartiendrait; ladite requête signée Damours, Avocat du suppliant : Mémoire du 9 septembre 1768, des

Fermiers généraux cautions dudit Jean-Jacques Prevost, ci-devant Adjudicataire des fermes, en réponse à la requête ci-dessus visée dudit sieur Sevestre, & tendant pour les causes & moyens y énoncés, à ce qu'il plût à Sa Majesté, déclarer ledit sieur Sevestre non-recevable en sa demande en opposition audit arrêt du Conseil du 14 juin 1768; ordonner en conséquence que ledit arrêt seroit exécuté selon sa forme & teneur: Mémoire dudit sieur Sevestre du 21 décembre 1768, en réplique à celui ci-dessus, visé desdites cautions de Jean-Jacques Prevost, & tendant à l'adjudication de ses conclusions, & à ce qu'il fût ordonné que les termes calomnieux insérés dans les mémoires des Fermiers généraux fussent supprimés, iceux Fermiers généraux condamnés à une aumône envers les pauvres, & l'arrêt imprimé & publié à leurs dépens: Autre mémoire desdites cautions de Jean-Jacques Prevost, du 13 janvier 1769, servant de contredits à celui ci-dessus visé dudit sieur Sevestre, & tendant à l'adjudication de leurs conclusions, & à ce que ledit sieur Sevestre fût débouté de celles subsidiaires par lui prises par son mémoire ci-dessus visé du 21 décembre 1768. Vu aussi un procès-verbal des Employés des fermes de la brigade de Saint-Vaast, des 30 septembre & 1.^{er} octobre 1766, contenant entre autres choses, que sur le soupçon qu'ils avoient que ledit sieur Sevestre vendoit & débitoit journellement du faux tabac, ils se seroient transportés en son presbytère, où ayant fait perquisition en présence du Vicaire & des domestiques de ce Curé, qui étoit absent, ils auroient trouvé, tant dans une chambre fermant à clef, que dans la cour & les jardins, un baril, trois caisses & quatre sacs remplis de faux tabac en poudre, ainsi que cinq andouilles, deux carottes & un bout d'environ un quarteron de tabac,

sans plombs ni marques du Fermier, de tous lesquels tabacs
 partie étoit enfouie en terre, & partie cachée sous des
 choux & dans la paille; que le sieur Sevestre étant survenu,
 lesdits Employés, après lui avoir fait le récit de ce qui
 s'étoit passé, l'auroient sommé d'apposer son cachet auprès
 du leur, sur lesdits tabacs, & de les accompagner au bureau
 de l'entrepôt à Valognes, pour être présent à la pesée & au
 dépôt qu'ils entendoient y faire de ces tabacs; ce qu'ayant
 refusé, ils lui en auroient déclaré la fausseté, & donné
 assignation en l'Élection de Valognes, pour en voir ordonner
 la confiscation, avec amende & dépens; ledit procès-verbal
 dûment affirmé, contenant en outre le dépôt & la pesée
 des tabacs saisis: Sentence contradictoire de l'Élection de
 Valognes du 14 octobre 1766, par laquelle, faisant droit
 sur les nullités proposées contre le procès-verbal (par la
 lecture duquel, porte cette sentence, il auroit été reconnu
 que les Employés n'avoient point déclaré leur demeure,
 ni dans l'original d'icelui, ni dans la copie déposée au
 greffe, quoiqu'ils en eussent fait mention dans celle délivrée
 au Curé de Saint-Vaast, comme aussi qu'ils avoient énoncé
 dans l'original & dans la copie déposée au greffe, qu'à
 l'arrivée de ce Curé, ils lui avoient fait récit de leurs
 opérations, au lieu qu'ils n'en avoient point fait mention
 dans la copie qu'ils lui avoient délivrée), ayant égard à la
 dernière de ces nullités, & à la différence qui se trouve
 entre l'original & la copie déposée au greffe, & celle
 délivrée audit sieur Curé, ledit procès-verbal auroit été
 déclaré nul, avec dépens: Arrêt contradictoire de la Cour
 des Comptes, Aides & Finances de Normandie, du 7
 août 1767, qui en mettant au néant l'appel interjeté en
 icelle par ledit Jean-Jacques Prevost de la sentence ci-dessus
 visée, auroit ordonné que ladite sentence sortiroit son plein

& entier effet, & condamner ledit Prevost en l'amende de douze livres, & aux dépens : Arrêt du Conseil du 12 janvier 1768, rendu sur la requête y insérée dudit Prevost, tendante, pour les causes & moyens y énoncés, à ce qu'il plût à Sa Majesté, sans s'arrêter, ni à ladite sentence des Élus de Valognes du 14 octobre 1766, ni audit arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 7 août 1767, lesquels seroient cassés & annullés, prononcer la confiscation des quatre cents quatre-vingt-douze livres de tabac, tant en poudre qu'en carottes, saisies dans les cour, jardins & remises dudit Sevestre, & le condamner en l'amende de mille livres, & aux dépens des causes principale & d'appel, ainsi qu'au coût de l'arrêt qui interviendrait; par lequel arrêt dudit jour 12 janvier 1768, Sa Majesté auroit ordonné que la requête dudit Adjudicataire des fermes seroit communiquée audit sieur Sevestre pour y fournir de réponse dans les délais de l'ordonnance, & que son Procureur général en la Cour des Aides de Rouen enverroit au sieur Contrôleur général des finances, les motifs de l'arrêt de ladite Cour du 7 août 1767, pour le tout vu & rapporté à Sa Majesté, être par Elle statué ainsi qu'il appartiendrait: Signification dudit arrêt du Conseil faite audit sieur Sevestre le 17 février 1768, avec sommation d'y satisfaire: Les motifs dudit arrêt de la Cour des Comptes, Aides & Finances de Normandie du 7 août 1767, envoyés en exécution de celui du Conseil ci-devant visé du 12 janvier 1768: Mémoire des Fermiers généraux, cautions dudit Jean-Jacques Prevost, lors Adjudicataire des fermes, du 3 juin 1768, par lequel il auroit conclu à ce que faute par ledit sieur Sevestre d'avoir satisfait audit arrêt du Conseil du 12 janvier 1768, il plût à Sa Majesté lui adjuger les conclusions par lui prises en sa requête insérée

audit arrêt : Autre arrêt du Conseil du 14 juin 1768, par lequel Sa Majesté auroit cassé & annullé, tant ladite sentence de l'Élection de Valognes du 14 octobre 1766, que l'arrêt de la Cour des Aides de Rouen du 7 août 1767; en conséquence, auroit ordonné que les tabacs saisis sur ledit Sevestre, seroient & demeureroient acquis & confisqués au profit dudit Jean-Jacques Prevost, ci-devant Adjudicataire des fermes; & pour la contravention dudit sieur Sevestre l'auroit condamné en l'amende de mille livres, aux dépens faits, tant en ladite Élection de Valognes qu'en la Cour des Aides de Rouen, & au coût de l'arrêt liquidé à soixante-quinze livres: Vu pareillement la Déclaration du 1.^{er} août 1721, portant règlement général pour le tabac, ensemble les autres pièces respectivement produites par les parties & jointes à leurs requêtes & mémoires. Ouï le rapport du sieur Maynon d'Invaux, Conseiller ordinaire, & au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI EN SON CONSEIL, sans s'arrêter aux oppositions & demandes dudit sieur Sevestre, dont Sa Majesté l'a débouté, ordonne que l'arrêt du Conseil du 14 juin 1768 sera exécuté selon sa forme & teneur. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Versailles le sept mars mil sept cent soixante-neuf. Collationné. *Signé* BERGERET.

L OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, nous te mandons & commandons que l'arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, pour les causes y contenues, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore, & fais en outre pour son entière exécution, à la requête de Jean-Jacques

Prevost, ci-devant Adjudicataire général de nos fermes-unies, tous commandemens, sommations, & autres actes & exploits nécessaires, sans autre permission, nonobstant clameur de haro, charte normande & autres lettres à ce contraires: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Versailles le septième jour de mars, l'an de grâce mil sept cent soixante-neuf, & de notre règne le cinquante-quatrième. Par le Roi, en son Conseil. *Signé* BERGERET. Et scellé.

Collationné aux originaux par nous Écuyer, Conseiller-Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ses finances.

038-

10